

RECEPTION – DEBAT - Apéritif dinatoire

OSLO, NAYARIT, VIENNE :

un processus irréversible pour le désarmement nucléaire

VENDREDI 21 MARS 18H30 – 22H,

Bourse du travail - 85, rue Charlot (métro République)

Arielle Denis, responsable de la campagne ICAN* Europe, Moyen-Orient, Afrique et Amérique latine

Jean-Marie Collin, directeur France de l'Association "Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement" (PNND)

Tore Naerland, président *Bike for Peace***

Nathalie Gauchet, Mouvement de la Paix, médiatrice

*La campagne internationale pour l'Abolition des armes nucléaires, lancée en 2007; 359 organisations sont partenaires d'ICAN dans 92 pays.

**Association norvégienne qui organise un tour du monde à vélo en 90 jours afin de poursuivre son action pour un monde libéré des armes nucléaires. Elle traverse notre territoire, de Calais à Nice (19-31 mars).

(Participation aux frais : 7€)



CONFERENCE DE MEXICO :

UN TOURNANT VERS

L'INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES

La deuxième conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui s'est déroulée à Nayarit (Mexique) s'est conclue ce 14 février par un appel aux États lancé par le gouvernement mexicain pour ouvrir un processus diplomatique afin d'interdire les armes nucléaires, stipulant que « Nayarit était un point de non-retour ».

Les travaux de la Conférence ont démontré que les conséquences de l'utilisation de ces armes seraient encore plus terribles et plus étendues que de précédents travaux ne l'avaient affirmé.

L'Autriche a annoncé dès le 13 février qu'elle accueillerait la troisième conférence sur l'Impact humanitaire des armes nucléaires à Vienne avant la fin de cette année, dans l'objectif évident de montrer aux puissances nucléaires qu'un processus est bien en route.

« La France et les autres États possesseurs d'armes nucléaires ne peuvent ignorer plus longtemps ce processus qui désormais a clairement débuté », ajoute Jean-Marie Collin, membre du comité de pilotage de la campagne ICAN en France et présent à Nayarit. *« Ils doivent répondre aux questions clairement posées au Mexique sur l'utilité de ces armes au regard de la menace qu'elles font peser sur l'humanité ; et sur le manque de résultats du désarmement nucléaire jusqu'à présent. La société civile restera mobilisée pour renforcer le soutien à l'interdiction totale des armes nucléaires. ».* Pourtant, alors que les autres armes de destruction massive — chimiques et biologiques — sont déjà clairement déclarées illégales, il n'en est pas de même pour les armes nucléaires.

En octobre dernier, 125 États avaient déjà participé à une déclaration faite par la Nouvelle-Zélande auprès des Nations Unies, affirmant que « les conséquences catastrophiques d'armes nucléaires doivent sous-tendre toutes les approches et les efforts en faveur du désarmement nucléaire ».